



## Mali, situation économique et financière

**Résumé :** Des équilibres macroéconomiques et financiers stabilisés à la faveur d'un programme *FMI* efficace. Une forte présence française et des perspectives favorables conditionnées à l'amélioration du climat des affaires et au bon déroulement d'un calendrier électoral chargé. Un contexte sécuritaire difficile exigeant un effort budgétaire croissant.

\*\*\*

**Des équilibres macroéconomiques et financiers stabilisés à la faveur d'un programme efficace du FMI :** le 23 mai 2018, le Conseil d'administration (CA) du *FMI* a achevé les 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> revues de l'accord FEC et conclut les consultations 2018 au titre de l'article IV avec le Mali. Cette décision du CA autorise un nouveau décaissement de 89,7 MUSD portant ainsi le total des décaissements dans le cadre de ce programme à 219,7 MUSD.

Les 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> revues du *FMI* confirment une stabilisation des équilibres macroéconomique et financier du pays mais un rythme de réformes moins rapide que prévu, plusieurs repères structurels ayant été atteints avec retard. C'est le cas notamment de celui portant sur les déclarations de patrimoine des hauts-fonctionnaires dans le cadre de la nouvelle loi sur la lutte contre l'enrichissement illicite.

Peu inclusive, la croissance est qualifiée de robuste (5,3%), tirée par une forte demande intérieure et un bon niveau de récoltes. L'inflation reste faible et stable (1,8%) en dessous de la norme régionale. La position budgétaire s'améliore grâce notamment à une meilleure mobilisation des recettes fiscales. D'importantes marges de manœuvre subsistent toutefois dans ce domaine, notamment au travers de l'élargissement de l'assiette fiscale et de l'amélioration de la dépense publique.

Enfin, les 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> revues montrent l'efficacité du programme du *FMI* qui a permis, dans un contexte difficile notamment d'un point de vue sécuritaire, de stabiliser la situation macroéconomique et financière du Mali et de maintenir une trajectoire d'endettement viable.

\*\*\*

**Une forte présence des entreprises françaises et des perspectives favorables :** le Mali accueille plus d'une centaine d'entreprise françaises et/ou dirigées par des Français et/ou à capitaux privés majoritairement français. Ces entreprises sont installées essentiellement à Bamako et dans sa région. Ce sont notamment *Aigle Azur, Air France, Akuo énergie, Armorgreen Legendre, Bicim, Bolloré, Bureau Veritas, Camusat, Canal +, Bramali, CFAO, Corsair, Egis, GIE/AMI, Gras Savoye, Idémia, IGN France international, Orange, Imprimerie nationale, Manutention africaines au Mali, Razel, RMO, Sogea-Satom, Somafrec, Total, Vergnet, Ciments et matériaux du Mali*. Les entreprises françaises emploient environ 4500 personnes et représentent 20% des impôts collectés par le Mali.

A terme, les perspectives sont favorables mais susceptibles d'être revues à la baisse en raison d'un contexte sécuritaire difficile imposant un effort budgétaire croissant. Dans ce contexte, il apparaît essentiel de maintenir l'élan des réformes structurelles mis en place pour concrétiser les perspectives favorables, améliorer le climat des affaires et pérenniser une croissance robuste et inclusive.

A court terme, la reprise des cours mondiaux des matières premières, la récente entrée en production du nouveau site minier de *Fekola* et le déploiement attendu sur le territoire malien de la TNT, consolident ces perspectives favorables. Facteur d'intégration et de réduction des coûts, le projet de *Corridor de développement Nouakchott-Bamako* ouvre à moyen terme la voie à de nouvelles opportunités et à la possibilité de promouvoir des financements innovants grâce aux *Partenariats publics privés (PPP)*. A plus long terme, la nécessaire modernisation de la voie ferrée *Dakar-Bamako-Ferroviaire (DBF)* apparaît comme le projet régional transfrontalier le plus structurant et le plus pertinent en termes d'enjeux économiques, industriels et commerciaux.

Favorables, ces perspectives restent étroitement conditionnées à une amélioration significative du climat des affaires et au bon déroulement d'un calendrier électoral chargé./.